

LE QUÉBEC AU MOMENT DE VÉRITÉ : POUR UN NOUVEAU PROJET DE SOCIÉTÉ

Lucien Bouchard

Le 19 octobre, l'Université McGill a tenu un symposium à l'occasion du premier anniversaire de la publication du manifeste « Pour un Québec lucide », qui préconisait essentiellement de démanteler le modèle québécois fondé sur l'interventionnisme étatique, les impôts élevés et l'endettement pour financer les services publics. À la veille de cette rencontre, l'ancien premier ministre du Québec Lucien Bouchard a provoqué une autre controverse en affirmant que les Québécois travaillent moins que les Ontariens et les Américains. « Aucune vision d'avenir n'est possible si on ne commence pas par regarder en face la réalité d'aujourd'hui », a-t-il déclaré dans son discours de clôture, ajoutant qu'« on doit se méfier de tous les monopoles, surtout ceux de la vertu et de la vérité ».

On October 19, McGill University organized a symposium on the first anniversary of the publication of the manifesto, "Pour un Québec lucide", which essentially called for the dismantling of the Quebec model of statist government, high taxes and crippling debt to finance government services. On the eve of the conference, former Quebec Premier Lucien Bouchard stirred another controversy by saying Quebecers didn't work as hard as Ontarians and Americans. Delivering the closing keynote at the McGill conference, Bouchard said: "No vision of the future is possible if you do not begin by recognizing the reality of today." He added: "We should beware of all monopolies, above all those on the truth."

En prenant connaissance du Manifeste que j'ai eu l'honneur de co-signer, l'an dernier à pareille date, il s'est trouvé beaucoup de nos lecteurs pour prédire que notre démarche aboutirait à la création d'un nouveau parti politique. Je reconnais aujourd'hui qu'ils ont vu juste. On pourra effectivement nous attribuer la naissance du Québec Solidaire. Je le dis, bien entendu, sur le ton de l'humour, puisque nous n'avons pas vraiment l'intention de revendiquer la paternité de ce parti.

Les suites du manifeste nous réservaient d'autres surprises dont, au premier rang, l'intensité des réactions que nous avons provoquées. Il faut probablement voir là l'effet combiné de deux attitudes : l'une d'approbation, de la part de gens heureux d'entendre exprimer ce qu'ils pensaient sans le dire ; l'autre de contestation, émanant de personnes soucieuses de protéger un régime menacé par l'assaut de ce qu'ils ont perçu comme une droite ultra-pessimiste.

Permettez-moi d'abord de faire justice de cette accusation de pessimisme et de notre relégation chez les réprouvés de la droite.

Personne n'aimerait mieux que moi apprendre que nous ne comptons pas parmi les plus endettés et les plus taxés d'Amérique du Nord ; que nous sommes préparés à faire face aux défis de la concurrence mondialisée ; que nos universités et autres institutions d'enseignement sont pourvues des ressources budgétaires requises pour accomplir leur indispensable mission ; que la croissance incontrôlée des dépenses de santé ne risque pas d'entraîner nos finances publiques dans l'impasse définitive ; que nous n'avons pas l'une des plus faibles démographies d'Occident. Hélas, la dure réalité m'en empêche. J'aimerais, aussi, pouvoir ignorer l'effet de nos régimes « désincitatifs » qui ont fait en sorte que nous travaillons moins d'heures par jour, moins de jours par année et moins d'années que nos voisins américains et même ontariens.

Les Québécois ont besoin à la fois d'une vision d'avenir et de la confiance de pouvoir la réaliser. Or, c'est justement l'optimisme qui nous assigne un devoir de transparence. Aucune vision d'avenir n'est possible si on ne commence pas par regarder en face la réalité d'aujourd'hui.

d'hui, même si nous n'en aimons pas les contours. L'optimisme, ce n'est pas de chausser des lunettes roses pour voir tomber la pluie en couleurs. C'est oser faire le point et jeter un regard sans complaisance sur nous-mêmes. En termes crus, c'est se regarder dans le miroir plutôt que se contempler le nombril.

Faire acte d'optimisme, c'est renoncer au confort d'une insouciance inaction et choisir d'emprunter la voie de la responsabilité et du redressement. C'est miser sur la volonté des Québécois de protéger et de faire fructifier l'extraordinaire patrimoine qui leur a été confié, non pas seulement pour en jouir mais aussi pour le transmettre à leurs successeurs comme un tremplin d'où ils pourront rebondir plus haut et plus loin.

Ce patrimoine est trop beau, trop inspirant, trop riche de réalisations et de promesses pour ne pas se prolonger dans les rêves et la fierté de nos enfants et de nos petits-enfants. Je me range décidément du côté de ces optimistes qui pensent qu'après s'être passés le témoin de l'effort collectif pendant douze générations, les Québécois ne voudront pas terminer par l'abandon cette longue course à relais.

Une bonne partie de la discussion sur le Manifeste s'est aussi déroulée sur un fond de rectitude morale où le beau rôle ne nous était pas réservé. Certains ont tenté de nous cantonner du côté de l'égoïsme comptable, face à la générosité compatissante, sans parler des invectives dont on nous a abreuvés. Elles n'étaient pas toutes de la même virulence. On s'est parfois contenté de nous traiter de ce que les Grecs anciens appelaient plus délicatement des péripatéticiennes.

Je confesse éprouver un malaise quand j'entends des gens s'approprier l'apanage de la compassion et de la moralité. On peut différer d'opinion sur d'innombrables questions mais je

revendique pour tous le droit de les exprimer, sans devoir subir de procès d'intention. On doit se méfier de tous les monopoles, surtout ceux de la vertu et de la vérité.

Il y a aussi cette étiquette de droite dont on nous a copieusement affublés. Ce rangement dans les cases idéologiques m'a toujours laissé perplexe.

D'abord, c'est une façon de démoniser l'interlocuteur. On connaît bien les connotations péjoratives que prennent réciproquement dans la bouche des protagonistes des termes comme « gauchiste » ou « de droite ». Et puis, dans la réalité et le contexte des questions débattues, les positionnements se laissent difficilement renfermer dans des grilles parfaitement quadrillées. Les problèmes spécifiques requièrent des solutions spécifiques. Plutôt que de se mettre chaque fois sur

Ce patrimoine est trop beau, trop inspirant, trop riche de réalisations et de promesses pour ne pas se prolonger dans les rêves et la fierté de nos enfants et de nos petits-enfants. Je me range décidément du côté de ces optimistes qui pensent qu'après s'être passés le témoin de l'effort collectif pendant douze générations, les Québécois ne voudront pas terminer par l'abandon cette longue course à relais.

le pilote automatique, il m'apparaît plus responsable et plus en accord avec les exigences têtues des faits, de chercher à soumettre ses jugements et ses comportements à une éthique d'intégrité, ainsi qu'au respect des autres et de la réalité.

Par exemple, si on croit à la nécessité de réconcilier le travail et la famille, on opte pour la création d'un réseau de garderies, sans s'embarasser des étiquettes à leur accoler. Si on estime important de soulager le fardeau des familles modestes et monoparentales, on institue une politique familiale. En même temps, si

quarante années ininterrompues de déficit sont en train d'asphyxier l'Etat et d'en déresponsabiliser la gestion, on mène une politique de rigueur pour équilibrer le budget. Le Parti Québécois que je dirigeais était-il à gauche ou à droite quand il s'est engagé dans ces directions? Où situer sur l'échiquier politique la décision du gouvernement de Jacques Parizeau de fermer des hôpitaux de soins à courte durée? Les centrales syndicales étaient-elles à droite ou à gauche quant elles ont appuyé l'atteinte du déficit zéro? Le Parti Québécois de René Lévesque était-il à gauche ou à droite quand il a adopté les durs décrets de 1981 pour sauver les finances publiques? Les mesures qui ont permis l'amélioration de la cote de crédit du Québec étaient-elles de droite ou de gauche? Sur quelle tablette classer l'adoption de la loi sur l'équité salariale ou encore de la loi spéciale qui a mis fin à la grève des infirmières, pourtant sous-payées? Je laisse aux exégètes le soin d'en débattre.

Quant à moi, dans tous ces cas, c'était la même politique, celle de la responsabilité et de l'équilibre entre le possible et le nécessaire. Celle qui ne se soucie pas d'aller à gauche ou à droite, mais en avant, les yeux ouverts.

Nous aimons tous le Québec. Nous sommes tous fiers de ses réalisations et, en particulier, des politiques de compassion qu'il a mises en œuvre au bénéfice des démunis. En toute logique, nous sommes dès lors assujettis à la plus stricte obligation de nous donner la capacité financière de perpétuer le maintien de ce patrimoine social.

Aurions-nous aussi une petite pensée pour l'éducation, la recherche, notre réseau routier, le développement régional, la culture, les infrastructures urbaines, l'agriculture, l'environnement, le développement de nos richesses naturelles et nos établissements pénitentiaires? Reconnaissons que ces domaines n'ont pas été trop choyés

durant les dernières décennies. D'où l'inéluctable nécessité, je dirais le devoir, de se soucier de productivité, de création de richesse, de gestion rigoureuse des affaires de l'État.

Il serait ainsi irresponsable de ne pas chercher, au départ, à y voir clair et à se laisser aller à la complaisance. Autrement dit, la solidarité passe par la lucidité. Elle ne peut procéder de l'attitude « après moi le déluge ». D'une génération à l'autre, nous formons une

Vous pouvez vous imaginer le choc que je reçus par cette belle matinée de mai 1996, quand mon directeur de cabinet et le sous-ministre des Finances firent irruption dans mon bureau pour me remettre, la mine sombre, le projet de communiqué qu'ils venaient de recevoir et qu'allait publier le lendemain l'une des deux plus importantes agences de notation de New York : on nous infligeait une autre décote, celle-là même que nous avons mis tant d'acharnement à éviter.

chaîne de solidarité. Je plaide aussi pour cette solidarité-là.

La génération qui vient voudra recevoir de nous autres choses que des propos lénifiants et encore moins des excuses. Pour elle et pour la mémoire qu'elle conservera de nous, le moment de vérité viendra quand elle se découvrira forcée d'assumer l'héritage empoisonné d'une dette de \$118 milliards, dont les trois quarts, je dis bien les trois quarts, soit près de \$90 milliards, ont été contractés pour payer des opérations courantes. Seul, l'autre quart de la dette globale du gouvernement du Québec a été consacré à des investissements structurants. Puis-je ajouter, au risque de paraître encore pessimiste, que ces futurs contribuables ne risquent pas d'être réconfortés, lorsqu'ils se verront moins nombreux pour porter un poids alourdi par notre longévité accrue ? Bénéficiaires comblés des fruits de la Révolution tranquille, ne devrions-nous pas éprouver un sentiment de culpabilité en songeant à ces hypothèques que nous nous apprêtons à léguer ?

Je vois d'ici l'angoisse et le désarroi des futurs dirigeants québécois au moment de justifier d'autres taxes et

coups de services par l'obligation de rembourser les dettes d'épicerie de leurs parents et grands-parents. Je souhaite en particulier à nos futurs premiers ministres de ne pas avoir à vivre l'expérience qui a été mienne en mai 1996.

Permettez-moi de l'évoquer devant vous. Mon gouvernement venait de déposer son premier budget qui annonçait des coupures sans précédent dans les dépenses publiques.

Notre évaluation de crédit se situait déjà à un niveau critique. Une dévaluation de plus nous stigmatiserait comme emprunteur à risque, à un cheveu de l'ostracisme des prêteurs institutionnels. C'est justement pour éviter ce scénario-catastrophe que les participants au Sommet économique de Québec s'étaient entendus pour livrer une lutte farouche aux déficits. Nous avons dressé le budget dans cette foulée, pensant que sa rigueur rassurerait les agences de notation.

Vous pouvez vous imaginer le choc que je reçus par cette belle matinée de mai 1996, quand mon directeur de cabinet et le sous-ministre des Finances firent irruption dans mon bureau pour me remettre, la mine sombre, le projet de communiqué qu'ils venaient de recevoir et qu'allait publier le lendemain l'une des deux plus importantes agences de notation de New York : on nous infligeait une autre décote, celle-là même que nous avons mis tant d'acharnement à éviter.

Bien entendu, je ne pouvais me résigner à un tel désaveu de la démarche de rigueur que nous venions de lancer. J'obtins qu'on suspende la

publication du communiqué, le temps d'aller rencontrer les analystes de l'agence. Je m'envolai tôt le lendemain, pour New York, en compagnie du sous-ministre en titre et du sous-ministre adjoint du ministère des Finances. Pour plus de discrétion, nous affrêtâmes un avion privé, au lieu d'utiliser un avion gouvernemental.

Je n'oublierai pas de sitôt les deux ou trois heures que, face à un quatuor de dirigeants de l'agence, nous avons passées dans ce bureau d'un gratte-ciel de Wall Street, expliquant, justifiant, plaidant, discutant, répondant à des questions comme la suivante : comment croire qu'après une quarantaine d'années consécutives de budgets déficitaires, le gouvernement du Québec réussira, en trois ans, à atteindre le déficit zéro ?

Pendant ce temps, me revinrent à l'esprit les discussions qui entouraient les négociations des secteurs public et parapublic dans les années 70. Les porte-parole gouvernementaux devaient se débattre comme des diables dans l'eau bénite pour réfuter la thèse de la capacité illimitée de payer de l'État. Je me disais aussi qu'il était gênant pour le premier ministre d'un gouvernement responsable de devoir ainsi passer sous les fourches caudines d'analystes de Wall Street. Je songeai à mon père qui n'a jamais rien acheté, y compris un camion ou une maison, sans les payer comptant. Je ne pouvais faire autrement que de conclure : voilà ce qui arrive quand on dépense et emprunte au-delà de nos moyens. Et de me dire aussi que le contrôle et l'intégrité de ses finances publiques sont le commencement, voire la condition, de la souveraineté.

Je reviens à New York. Après avoir épuisé tous les arguments et réitéré la détermination du gouvernement, nous nous arrêtrâmes, un peu à bout de souffle. Nos interlocuteurs, après nous avoir regardé un moment en silence, d'un air dubitatif, nous indiquèrent



The Gazette, Montreal

Co-signataire du manifeste des lucides, l'ex-premier ministre Lucien Bouchard a pris la parole devant un parterre de chercheurs, praticiens et personnalités de la scène universitaire montréalaise pour défendre le diagnostic de l'état de santé de l'économie québécoise posé dans ce document : « Aucune vision d'avenir n'est possible si on ne commence pas par regarder en face la réalité d'aujourd'hui, même si nous n'en aimons pas les contours », dit-il.

qu'ils nous contacteraient incessamment. MM. Alain Rhéaume, Gilles Godbout et moi rentrâmes à Québec en nous croisant les doigts. Le lendemain, un coup de fil nous informait, à notre immense soulagement, qu'il n'y aurait pas de décote et qu'on se contenterait de nous mettre sous observation. Le communiqué émis le même jour devait le confirmer.

J'ai toujours pensé que le large ralliement des intervenants au Sommet avait pesé lourd dans la confiance qu'on nous a accordée alors. Je me suis juré que rien n'empêcherait mon gouvernement d'atteindre le déficit zéro. Nous y sommes arrivés un an plus tôt qu'annoncé. Après, nous dûmes gérer des surplus, ce qui, en un sens, était aussi difficile. Il est vrai que personne n'en avait l'habitude.

Comment pouvais-je, après cela, m'empêcher de trouver surréaliste la

querelle de chiffres dans laquelle se sont enlisés nos échanges avec les solidaires ? Manifestement, les « solidaires » comme ils s'appellent, sont plus optimistes que nos prêteurs !

Ces débats médiatiques où on se lance pêle-mêle les chiffres à la tête obéissent à une constante : la population excédée renvoie les protagonistes dos à dos. On avait évité ce piège au premier sommet économique de 1996 où des présentations ordonnées et factuelles, validées, séance tenante, par les intervenants, avaient permis de dresser l'état de situation du Québec. Il n'en a pas été ainsi lors de la publication du manifeste. Je prends un exemple. Nous avons rapporté que le taux d'endettement du Québec, par rapport à son PIB, atteignait l'inquiétant niveau de 43 pour cent. Quelle a dû être la perplexité du public de se faire rassurer par le camp des solidaires qui

trouvèrent réconfort dans la situation, selon eux, beaucoup plus critique, des pays européens, avec un taux d'endettement moyen de 54 pour cent ?

En présence d'interlocuteurs attentifs réunis dans le forum approprié, ce sophisme n'aurait pas tenu plus d'une minute. Quelqu'un aurait eu tôt fait de rétablir la juste perception des choses en rappelant que le Québec n'est pas un pays unitaire et qu'en conséquence, la plus simple arithmétique impose d'ajouter à son endettement sa part dans la dette fédérale. Après avoir procédé à toutes les corrections requises pour comparer des pommes avec des pommes, le taux québécois à utiliser est de 90 pour cent par rapport à la moyenne européenne de 54 pour cent, laquelle se situe déjà à un niveau d'alerte.

Finalement, force est de se rendre à l'évidence que, sur le plan des strictes

données factuelles, le Québec est véritablement confronté à la problématique décrite par le Manifeste. L'état de situation est dressé, la photographie est prise. Parce qu'elle est en panne de rêve, notre collectivité se réfugie dans le déni et l'immobilisme. Les attitudes timorées qui ont eu raison de projets stimulants comme le complexe universitaire de la Santé à Outremont ou le Centre de divertissement du bassin Peel sont pour moi des manifestations d'un inquiétant désarroi. Éviter le moindre risque, ne rien entreprendre sans avoir convaincu le dernier opposant, se soumettre inconditionnellement à la dictature du principe de précaution et, bien sûr, garder sur tout cela un silence pudique, voilà à quoi nous convie la bienséance à la mode.

Pourtant, il y a de l'inconscience à demander plus et travailler moins. Il y a de l'irresponsabilité à s'octroyer des avantages que notre relève ne pourra pas se donner et qu'elle devra par surcroît payer à notre place. N'oublions pas, d'ailleurs, que la relève, ce sont ceux qui restent. Dans ces conditions, espérons de toutes nos forces que ceux des jeunes qui auront le loisir de partir résisteront à la tentation d'échapper à un État aux abois et à une société qui fait du surplace.

N'attendons donc pas l'électrochoc de la crise pour nous réveiller.

La question qui se pose de façon lancinante est de savoir comment nous allons en sortir. Le temps presse de passer à l'action. Il est urgent de soulever les interrogations qui dérangent et tenter d'y répondre. Comment faire prendre conscience aux Québécois de la gravité de la situation et de la nécessité de réagir ? Comment leur faire réaliser que le danger est d'autant plus pernicieux qu'il est latent ? Comment résister à l'envie de s'endormir dans un confort trompeur ? Comment nous convaincre tous de l'urgence d'une politique d'espoir fondée sur la rigueur et l'effort ?

J'ai la certitude que nos concitoyens accepteront de se dessiller les yeux et de regarder ce qu'ils refusent de voir si, à côté d'une inexorable banalisation collective, on leur présente une exaltante vision d'avenir.

Enfin, force est de se rendre à l'évidence que, sur le plan des strictes données factuelles, le Québec est véritablement confronté à la problématique décrite par le Manifeste. L'état de situation est dressé, la photographie est prise. Parce qu'elle est en panne de rêve, notre collectivité se réfugie dans le déni et l'immobilisme. Les attitudes timorées qui ont eu raison de projets stimulants comme le complexe universitaire de la Santé à Outremont ou le Centre de divertissement du bassin Peel sont pour moi des manifestations d'un inquiétant désarroi. Éviter le moindre risque, ne rien entreprendre sans avoir convaincu le dernier opposant, se soumettre inconditionnellement à la dictature du principe de précaution et, bien sûr, garder sur tout cela un silence pudique, voilà à quoi nous convie la bienséance à la mode.

Pour retrouver la ferveur et la fierté qui ont inspiré la réalisation des Manic 5, Baie James, Expo 67 etc., et pour rouvrir le chantier du Québec, nos concitoyens ont besoin de situer dans un plan d'ensemble les mesures et les projets qui leur seront présentés. Mais alors, ce plan, ce dessein, ce rêve, ou — c'est l'expression que je préfère — cette vision, qui doit la concevoir, qui doit la soumettre à la population et qui doit la réaliser ?

Ce ne peut être le fait d'un petit groupe. Il y a là du travail pour beaucoup de monde.

Les intellectuels et le milieu de l'éducation en général sont les premiers interpellés. Ils ont joué un rôle-clé dans la germination et le déroulement de la Révolution tranquille. Ce sont eux qui ont donné son impulsion au Québec moderne et qui devraient façonner l'idée porteuse de celui de demain. Au-delà de leurs responsabilités premières de recherche et de diffusion du savoir, ne devraient-ils pas être davantage présents dans la cité d'aujourd'hui, en l'animant par un vigoureux brassage d'idées ?

Il faut également convier les gens d'affaires à rompre leur silence. En l'absence de leurs points de vue et des perspectives qu'ils peuvent dégager de leur

vécu, les débats publics ne peuvent que s'appauvrir. Trop peu de leaders économiques et financiers acceptent de monter eux-mêmes à la tribune et de s'exprimer sur nos enjeux de société. Il est vrai que, ce faisant, ils s'exposent à

des répliques, parfois acerbes, de la part d'interlocuteurs engagés et rompus à ces forums. Ils n'ont certainement pas été encouragés à la loquacité publique, en prenant connaissance du traitement qu'ont dû subir les auteurs du Manifeste. Mais avec l'usage, leurs interventions prendraient une allure plus habituelle, donc moins dramatique, et apporteraient un équilibre souhaitable dans les prises de paroles.

En tous les cas, c'est ce qui s'est produit durant les sommets. On a pu y entendre des échanges vigoureux mais très positifs avec les dirigeants syndicaux.

La participation des milieux syndicaux à l'élaboration d'un plan de match pour le Québec est, à tous points de vue, primordiale. Sans eux, on ne pourrait ni le concevoir de façon équilibrée ni le réaliser.

Les syndicats et leurs leaders sont, eux aussi, à une croisée des chemins. Agents de changements par vocation, ils se trouvent eux-mêmes en situation de devoir prendre acte de mutations géoéconomiques et de s'y adapter. J'imagine qu'ils ont amorcé leur réflexion sur la viabilité de certaines entreprises et des emplois qui en dépendent, notamment dans le secteur



Lutte contre les changements climatiques et pour un air sain. Nous nous sommes branchés et nous agissons. 60 % de notre énergie provient maintenant des combustibles verts, renouvelables.

Depuis 10 ans, l'industrie canadienne des produits forestiers a investi plus de 8 milliards de dollars pour mettre ses installations à niveau et adopter des procédés innovateurs dans un effort constant pour améliorer sa performance environnementale et limiter ses impacts sur les changements climatiques. C'est ainsi que l'industrie a réduit sa dépendance envers les combustibles fossiles; le secteur des pâtes et papiers comble en effet lui-même près de 60 % de ses besoins en énergie à partir de sources renouvelables. Du point de vue de l'environnement et en particulier de la qualité de l'air, ces efforts ont eu des résultats concrets : une réduction de 62 % des émissions de particules, une amélioration de 46 % de l'intensité des émissions de gaz à effet de serre, une réduction de 30 % des déchets à enfouir et une baisse de 30 % des émissions de GES. Ces améliorations occasionnent également des avantages économiques certains, la production ayant augmenté de 28 %.

L'industrie peut cependant aller beaucoup plus loin. En fait, des mesures incitatives adéquates pour favoriser l'investissement et l'innovation dans les technologies liées à l'énergie renouvelable pourraient lui permettre de devenir une source nette d'énergie verte dans l'avenir tout en améliorant encore plus sa productivité et sa compétitivité au chapitre des coûts.

Pour en savoir plus, visitez le fpac.ca.



Association des produits
forestiers du Canada

fpac.ca

manufacturier. Ils ne peuvent ignorer qu'un nombre grandissant d'entre elles sont coincées entre une féroce concurrence asiatique et des coûts d'opération intenable résultant, entre autres, des rigidités normatives d'une succession de conventions collectives. Ils sont directement interpellés par la nécessité de faciliter l'aménagement d'un cadre économique et réglementaire propice à l'innovation et à l'investissement.

Puisqu'on parle d'un chantier, tous doivent y œuvrer. Le milieu culturel, si dynamique, si imaginaire, si étroitement associé à l'identité québécoise, doit en être partie prenante. Pour stimuler, inspirer et faire rêver, qui peut se passer des créateurs et des artistes du Québec ? Ils doivent reprendre la parole et la place qui étaient leurs durant l'effervescence des années 60 et 70.

Bref, c'est toute la société civile qui doit s'activer, incluant mouvements communautaires, associations professionnelles et autres acteurs socio-économiques.

J'ai gardé pour la fin l'acteur le plus important. Bien entendu, le politique est le moteur principal d'une telle entre-

financement des programmes de santé. Sans compter les séminaires, allocutions, entrevues, articles et émissions de toutes sortes qui ont largement fait état de la problématique québécoise. Les milieux politiques auront aussi noté l'accueil responsable réservé à la hausse des tarifs d'électricité et à la création du Fond des générations.

Ayant quitté pour de bon la politique active, et me remémorant les déficiences et les timidités de certaines de mes décisions, je sais devoir m'astreindre à la modestie en m'exprimant comme je le fais aujourd'hui, surtout devant l'énormité de la tâche à accomplir. Mais le contexte se conjugue à la nécessité pour justifier le lancement d'une démarche de mobilisation, de persuasion et de décision. C'est ici que seront mises à contribution les qualités de crédibilité, d'audace et de leadership attendues du personnel politique.

Je n'aurai pas la témérité de définir moi-même la vision d'ensemble, mais il me semble qu'elle doit, notamment :

- Dresser le portrait du Québec généreux, créateur, dynamique et sûr de lui qu'on rêve de transmet-

- Garantir la poursuite des objectifs de compassion sociale et de soutien aux démunis.
- Privilégier dans toute la mesure du possible les investissements dans l'éducation et l'innovation.

Plus on cherche à esquisser la tâche à accomplir, plus on en mesure les difficultés. Mais deux raisons me font dire qu'elle est réalisable.

La première, c'est qu'elle est nécessaire. Point n'est besoin d'épiloguer là-dessus. Les discussions de la journée ont confirmé l'incontournable réalité qui nous contraint à faire un choix très simple : soit continuer de tourner en rond dans une douce spirale descendante, soit de prendre notre essor vers les sommets auxquels nous destinent nos talents, nos ressources et le long courage de nos ancêtres. Dès lors que les Québécois se seront pénétrés de l'idée qu'il n'y a pas d'autre alternative que celle-là, ils choisiront la voie exigeante et exaltante de la réussite.

Deuxièmement, nous avons les atouts pour réussir. Nous pouvons, d'abord et avant tout, compter sur les valeurs de notre engagement démocratique et l'intégrité des institutions qui les encadrent. Notre souci de justice sociale et de compassion confère à notre vie collective un caractère d'humanisme et d'harmonie. Nous avons érigé la tolérance en devoir civique et notre population s'est enrichie d'une diversité d'apports ethniques qui élargissent nos horizons.


En ce qui concerne l'éducation, nos universités, centres de recherche, collèges et maisons d'enseignement, pourvu qu'on leur en donne les moyens, ouvriront aux générations qui montent les portes du savoir, de la culture et de la conquête des marchés. Ils doivent poursuivre leurs efforts pour préparer une main-d'œuvre qualifiée, apte à relever les défis de l'industrie. Nous avons absolument besoin de ces compétences et de ces ressources pour

Ayant quitté pour de bon la politique active, et me remémorant les déficiences et les timidités de certaines de mes décisions, je sais devoir m'astreindre à la modestie en m'exprimant comme je le fais aujourd'hui, surtout devant l'énormité de la tâche à accomplir. Mais le contexte se conjugue à la nécessité pour justifier le lancement d'une démarche de mobilisation, de persuasion et de décision. C'est ici que seront mises à contribution les qualités de crédibilité, d'audace et de leadership attendues du personnel politique.

prise. Sans avoir la prétention de faire la leçon à quiconque, puis-je rappeler que la responsabilité des décisions ultimes sur l'avenir du Québec s'inscrit au cœur même du mandat politique ? Les inquiétudes aussi bien que les espoirs suscités par notre état de situation interpellent tous les partis. Au *Manifeste* se sont ajoutés des constats et des analyses comme *L'Éloge de la richesse*, d'Alain Dubuc et du groupe de Jacques Ménard, plus spécifiquement en rapport avec le

tre dans 20 ans à la génération montante.

- Répartir équitablement les efforts et les sacrifices qui seront requis.
- Fonder la réalisation du plan d'ensemble sur le plus large ralliement possible.
- Se coller sur la réalité et s'affranchir des diktats idéologiques.
- Mettre en œuvre des mesures structurantes de création de richesse.

A climber is seen from behind, clinging to a dark, snow-dusted rock face. The climber is wearing a dark jacket and red pants. A rope is attached to the rock and extends downwards. In the background, a vast, snow-covered mountain range stretches across the horizon under a pale sky. A sharp, snow-capped peak is prominent in the distance. In the bottom right corner, a high-speed train is visible on a track, partially obscured by the foreground.

« C'est mon train. »

Des milliers de
Canadiens sont
derrière les projets
de Bombardier.
Ils révolutionnent les
moyens de transport
du monde entier.
Et ils en sont fiers.

BOMBARDIER

entrer de plain-pied dans un monde qui place l'innovation et l'économie du savoir au cœur de son développement. C'est l'honneur et le grand mérite de la Révolution tranquille d'avoir doté le Québec d'un outil aussi précieux.

Nous sommes aussi superbement pourvus du côté culturel. De la musique à la littérature, du théâtre et du cinéma à la peinture, de la danse au spectacle en général, nous ne comptons plus les créateurs et artistes qui ont atteint l'universel par l'expression de l'identité québécoise.

Dans les domaines économique et financier, nous avons posé les assises des réussites économiques et financières dont nous sommes capables. Il est révolu le temps où ceux qu'on appelait nos élites laissaient à d'autres les responsabilités et les réalisations d'affaires. Jointes à la formation de gestionnaires de haute qualité et à l'émergence d'entrepreneurs audacieux et visionnaires, les politiques d'économie mixte pratiquées par nos gouvernements des dernières décennies ont doté le Québec d'instruments de développement très efficaces et d'une communauté d'affaires particulièrement compétente. De sorte qu'aux côtés de la Caisse de dépôt et d'Hydro-Québec, on a vu naître et progresser Power Corporation, Bell, Quebecor, Transcontinental, Saputo, CGL, Canam Manac et combien d'autres entreprises qui prennent leur envol.

Nous pouvons également compter sur un vigoureux réseau coopératif dont les établissements commerciaux et manufacturiers se déploient dans les grands centres comme dans les régions. Les coopératives se ramifient dans le secteur financier où le mouvement Desjardins prospère aux côtés des grandes banques et autres institutions financières.

Au nombre des organisations qui animent notre vie collective, point n'est besoin de rappeler le rôle des syndicats. Irremplaçables facteurs d'équité

au sein de ma génération. Talentueux, compétents, informés et ouverts à toutes les réalités, les jeunes d'aujourd'hui ont la capacité de tracer très loin

Autrement dit, ce qui est nécessaire est possible. Le reste est une question de volonté et de confiance. J'ai l'absolue conviction que les Québécois et les Québécoises se laisseront guider par leur fierté, leur sens des responsabilités, l'éthique du travail qui les a depuis longtemps caractérisés, leur passion de la durée et l'amour de leurs enfants. Ils se rappelleront que leur géographie est celle des amples ambitions plutôt que du confort satisfait. On ne se contente pas d'un destin à rabais quand on a reçu en héritage l'immensité de cette nature, prodigue en ressources de toutes sortes, si belle et si variée par le paysage infini de ses forêts, champs, montagnes, lacs et rivières.

et de stabilité sociales, ils sont devenus une force avec laquelle gouvernements et autres employeurs doivent compter.

Ce sont des atouts de poids, au service de l'avenir de leurs membres et du Québec tout entier. Bien que leur mission les mette, à l'occasion, en conflit objectif avec les autres acteurs économiques, ils se trouvent, eux aussi, devant l'obligation d'accorder leur action aux impératifs et à l'équilibre du système socioéconomique où ils doivent évoluer. Depuis près d'un demi-siècle, ils exercent un magistère social qui a puissamment contribué à l'édification d'une société juste et progressiste. Dans toutes les hypothèses, l'édification du Québec de demain ne peut s'effectuer sans eux. Je dirai plus justement que c'est grâce à leur concours qu'on pourra y arriver.

Mais le gage le plus sûr de la réussite du Québec de demain, il s'incarne chez ses jeunes d'aujourd'hui. Je connais les statistiques crève-cœur sur les taux de suicides et de décrochage. Elles comptent d'ailleurs parmi les raisons de la démarche d'espoir et de promesse d'une vie gratifiante qu'il faut lancer. Justement, cette détermination d'aller au bout de soi, cette soif de connaître ce monde qui change, ce goût de faire sa marque, on les trouve partout dans la jeunesse québécoise. Elle est dégagée de réflexes un peu trop paroissiaux et d'inhibitions qui avaient cours encore

les nouvelles frontières intellectuelles, économiques, professionnelles et culturelles du Québec.

Autrement dit, ce qui est nécessaire est possible. Le reste est une question de volonté et de confiance. J'ai l'absolue conviction que les Québécois et les Québécoises se laisseront guider par leur fierté, leur sens des responsabilités, l'éthique du travail qui les a depuis longtemps caractérisés, leur passion de la durée et l'amour de leurs enfants. Ils se rappelleront que leur géographie est celle des amples ambitions plutôt que du confort satisfait. On ne se contente pas d'un destin à rabais quand on a reçu en héritage l'immensité de cette nature, prodigue en ressources de toutes sortes, si belle et si variée par le paysage infini de ses forêts, champs, montagnes, lacs et rivières.

Face à leur histoire, celle d'avant et celle qu'ils feront, et confrontés aux attentes de leurs enfants, les Québécois voudront se montrer à la hauteur du patrimoine qui leur a été confié.

Lucien Bouchard, premier ministre du Québec entre 1996 et 2001, est maintenant associé au bureau d'avocats Davies, Ward, Phillips & Vineberg. Il est un des signataires du manifeste « Pour un Québec lucide ». Ce discours a été prononcé au colloque organisé par l'Université McGill à l'occasion du premier anniversaire du lancement du manifeste.